

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

*POUR LUTTER AVEC EFFICACITÉ
CONTRE LE TERRORISME, PAS CONTRE
LES DROITS FONDAMENTAUX*



Photo : misign / Pixabay

EN BREF

La question de la sécurité et de la lutte contre le terrorisme figure en bonne place sur la liste des préoccupations des citoyen·ne·s européen·ne·s. C'est aussi l'une de nos priorités au Parlement européen et nous y défendons une vision juste et efficace pour combattre le terrorisme, qui ne remette pas en cause nos droits et libertés fondamentales.

Nous soutenons tout ce qui nous rend plus forts face à cette menace : une coopération plus intense au niveau européen, un renforcement des moyens humains, un contrôle des armes plus strict, un meilleur suivi des flux financiers illicites, entre autres.

Mais nous dénonçons la direction prise ces dernières années vers une surveillance de masse, présentée à tort comme la solution miracle au terrorisme.



europeecologie.eu
@euroecolos

L'adoption du PNR (le programme de collecte de masse des données des passagers aériens), la création d'une méga-base de données centralisée, l'extension générale de la durée de rétention des données et la collecte biométrique toujours plus vaste, sont autant de solutions dangereuses, coûteuses et inefficaces, qui détournent des moyens importants qui peuvent être bien mieux utilisés ailleurs.

Nous voulons plutôt **renforcer les effectifs de la police**, des renseignements et de la justice, avec davantage d'officier·e·s de proximité. Nous recommandons une **surveillance ciblée sur les suspect·e·s** plutôt qu'une suspicion généralisée, ainsi qu'**un échange plus rapide d'informations pertinentes** plutôt qu'une accumulation de données inutiles.

Il est illusoire de croire que l'efficacité d'une politique anti-terroriste se limite à des questions policières ou de collecte de données. Notre réponse doit être plus globale pour **tarir les sources de l'extrémisme violent**. Pour cela, nous devons investir fortement dans la **cohésion économique, sociale et culturelle** de nos sociétés, via des **politiques d'éducation et d'inclusion**. Nous devons aussi **repenser le rôle de nos prisons** pour qu'elles soient un lieu de réhabilitation et réintégration des détenu·e·s plutôt que de radicalisation.

Aussi, nous voulons une cohérence dans notre combat contre le terrorisme, à travers une **refonte de notre coopération avec les pays tiers et nos exportations d'armes**. Notre politique extérieure ne doit pas servir des intérêts cyniques et contradictoires.

Enfin et surtout, **nous refusons d'opposer les un·e·s aux autres** et de stigmatiser certaines catégories de la population : cette dérive ne peut avoir que des effets délétères. Or c'est bien ce qu'essaient insidieusement nos adversaires politiques en liant systématiquement migration et terrorisme. Exacerber les peurs et nourrir les stigmatisations ne feront qu'accroître les divisions au sein de nos sociétés. Et c'est précisément ce que cherchent à atteindre les terroristes.

NOS PROPOSITIONS

1. POUR UNE COOPÉRATION EUROPÉENNE PLUS APPROFONDIE

Nous souhaitons **approfondir et élargir l'indispensable coopération** entre États membres en matière de lutte contre la criminalité organisée et le terrorisme.

Nous souhaitons **élargir les compétences du nouveau Parquet européen** à la lutte contre le terrorisme dès que possible, et qu'il devienne à terme un bureau d'enquête européen à part entière. Cela permettra de renforcer la coopération et la coordination des enquêtes transfrontalières.

Nous proposons de **créer un « Erasmus pour la police »** afin d'encourager le développement d'une culture européenne commune et d'une plus grande confiance mutuelle entre officier·e·s des différents pays.

2. POUR UNE SURVEILLANCE CIBLÉE ET L'INTERDICTION DE LA SURVEILLANCE DE MASSE

Nous souhaitons **mettre fin à la surveillance de masse** qui est inefficace et menace nos sociétés. La liberté, la vie privée et la présomption d'innocence doivent être préservées.

Nous proposons de cesser de multiplier les données collectées pour - au contraire - mieux analyser les données pertinentes. Nous plaçons **en faveur d'une surveillance ciblée**, qui présuppose des motifs sérieux de suspicion et qui implique un **renforcement des effectifs humains** pour le traitement de ces données.

3. POUR UN MEILLEUR SUIVI DES FLUX FINANCIERS ILLICITES

Nous souhaitons **renforcer les outils européens de lutte contre le blanchiment d'argent** et les flux financiers illicites, car tarir les sources de financement du terrorisme est essentiel.

Nous proposons une **plus grande transparence financière**. Nous demandons une **certification de la traçabilité** en matière d'importation d'antiquités et de biens culturels pour aider à faire respecter l'embargo sur le commerce avec les réseaux terroristes.

Nous proposons de créer une **Cellule européenne de Renseignements Financiers** afin de superviser et faciliter l'échange d'informations entre États membres concernant les flux financiers suspects.

4. POUR UN CONTRÔLE DES ARMES PLUS STRICT

Nous proposons de durcir les règles européennes afin d'interdire totalement l'utilisation civile des **armes automatiques et semi-automatiques**.

Nous voulons **revoir en profondeur la politique d'exportation de l'UE**, en interdisant notamment les exportations d'armes vers des pays ayant des liens douteux avec des groupes terroristes. Nous souhaitons **créer un corps de contrôle** pour vérifier les politiques d'exportation des États membres et notamment le respect de la position commune de l'UE sur les exportations d'armes.